

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 octobre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant la date de l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 4 mai 1999 modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et de la loi du 4 mai 1999 complétant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, par les articles 38, § 5, 76, 1°, 78 à 85 et 95 à 112", a donné le 15 octobre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 oktober 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt en van de wet van 4 mei 1999 tot aanvulling van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt met de artikelen 38, § 5, 76, 1°, 78 tot 85 en 95 tot 112", heeft op 15 oktober 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... door de omstandigheid dat de inwerkingtreding van de bepalingen van de voormelde wetten zich onverwijld opdringt voor zover ze betrekking hebben op, ten eerste, de installatie van de nieuwe notariële organen zodat deze hun bevoegdheid ten volle zullen kunnen uitoefenen vanaf de volledige inwerkingtreding van voormelde wetten op 1 januari 2000, ten tweede, de uitoefening van de tuchtbevoegdheid door de provinciale kamers van notarissen in de plaats van de arrondissementale kamers, en ten derde, de toepassing van de regels betreffende de plaatsvervanging zodat in de vervanging kan worden voorzien van de notarissen die verhinderd zijn hun ambt uit te oefenen wegens ziekte of die overleden zijn."

*

*

*

Examen du projet

Observations générales

I. Comme l'indique son intitulé, l'arrêté en projet fixe la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 4 mai 1999 modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

.../...

Aux termes de l'article 58, alinéa 1er (1), de cette loi :

"Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le Roi. La présente loi entrera intégralement en vigueur au plus tard le 1er janvier 2000."

Si l'interprétation de cette disposition autorise le Roi à procéder à une entrée en vigueur partielle, encore faut-il veiller à ce que celle-ci ne mette pas à mal la cohérence de la loi.

1. Ainsi, l'article 1er du projet fait entrer en vigueur au 1er novembre 1999, l'article 37, § 2, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, tel qu'il a été rétabli par la loi du 4 mai 1999 précitée.

Cette disposition concerne la mise en place des commissions d'évaluation au sein de chaque compagnie des notaires. Ces commissions seront chargées d'évaluer les stagiaires et les détenteurs d'un certificat de stage qui exercent, à titre d'activité professionnelle principale, une fonction juridique dans une étude notariale ou dans un organisme notarial.

(1) A cet égard, il convient que le préambule du projet examiné vise plus précisément l'alinéa 1er de l'article 58.

Le Conseil d'Etat constate cependant que les dispositions relatives au stage, et principalement l'article 36 de la loi précitée, donnant lieu à l'attribution d'un certificat, ne sont, quant à elles, pas encore en vigueur.

Les commissions d'évaluation seront ainsi créées mais ne pourront pas exercer leurs tâches. Dans un souci de cohérence, il est préférable que les dispositions ayant trait au stage soient également rapidement mises en vigueur.

Par ailleurs, l'article 37, § 2, de la loi précitée, que l'article 1er du projet fait entrer en vigueur, prévoit que ces commissions d'évaluation se composent de trois membres dont un notaire titulaire ou un notaire associé élu par la compagnie des notaires.

Or, l'article 50 de la loi précitée qui organise la profession de notaire dans le cadre d'une association, n'est pas encore en vigueur. Il ne peut donc être question de composer les commissions d'évaluation, à partir du 1er novembre 1999, en choisissant des notaires associés, leur existence juridique n'étant pas encore effective.

Il convient de constater que le législateur n'a pas prévu de disposition transitoire à cet égard, comme il a pu le faire pour la composition des commissions de nomination en prévoyant à l'article 54 de la loi précitée, que les mandats réservés aux notaires associés non titulaires pourront être attribués à un notaire titulaire qui n'est pas associé et ce pour une période de deux ans.

.../...

2. L'article 1er du projet prévoit aussi l'entrée en vigueur des articles 63 à 67 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, remplacés par la loi du 4 mai 1999, précitée.

Ces dispositions ont trait à la suppléance des notaires ou des notaires associés qui sont empêchés temporairement de remplir leurs fonctions ou lorsque des places deviennent vacantes.

L'article 64, § 1er, de la loi précitée précise que le suppléant est choisi parmi les candidats-notaires et les notaires.

Or, les dispositions de la loi relatives à la nomination des candidats-notaires ne sont pas encore en vigueur.

A cet effet, la loi du 4 mai 1999, précitée, contient une disposition transitoire (article 58, alinéa 3) aux termes de laquelle :

"Pour la période à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'à un mois après la nomination des candidats-notaires, lauréats du premier concours, les notaires honoraires peuvent être désignés comme suppléants, par dérogation à l'article 64, § 1er, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.".

Compte tenu de cette disposition transitoire que l'arrêté en projet met en vigueur, mieux vaut faire entrer en vigueur le plus rapidement possible les dispositions réglant le statut et la nomination des candidats-notaires.

.../...

3. Si, comme l'exprime le préambule, l'intention de l'auteur du projet est de mettre en place les

"... divers organes notariaux afin que ceux-ci puissent pleinement assumer leurs tâches dès la mise en vigueur intégrale de ces lois au 1er janvier 2000 ...",

le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les dispositions relatives à la Chambre nationale des notaires ne sont pas également mises en oeuvre et, plus particulièrement, l'article 92 de la loi du 25 ventôse an XI, inséré par la loi du 4 mai 1999, précitée, qui prévoit que l'assemblée générale de la Chambre nationale des notaires est composée des représentants des compagnies.

4. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de faire entrer en vigueur au 1er novembre 1999 l'article 55, alinéa 1er, de la loi du 4 mai 1999 "modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat" qui concerne les deux premiers renouvellements des membres de la Chambre des notaires. En effet, le premier renouvellement aura lieu un an après la première élection de la Chambre des notaires, soit en novembre 2000 au plus tôt étant donné que les premières chambres des notaires seront élues pour la première fois après l'entrée en vigueur du texte en projet.

II. 1. L'arrêté en projet entend également mettre en vigueur l'ensemble des dispositions qui organisent le nouveau régime disciplinaire.

.../...

C'est ainsi, d'une part, que l'article 1er du projet fait notamment entrer en vigueur au 1er novembre 1999, l'article 571 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par la loi du 4 mai 1999, précitée, et l'article 48 de la loi du 4 mai 1999, précitée, en tant qu'il abroge les principaux textes ayant trait au régime disciplinaire des notaires, et, d'autre part, que l'article 2 du projet prévoit l'entrée en vigueur à la même date des articles 76, 1°, 95 à 112 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat insérés par la loi du 4 mai 1999 complétant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, par les articles 38, § 5, 76, 1°, 78 à 85 et 95 à 112.

Aux termes de ces dispositions, ce sont les chambres des notaires qui sont compétentes pour maintenir la discipline entre les membres de la compagnie et pour prononcer les peines de discipline intérieure.

Par contre, il revient au tribunal de première instance la compétence de prononcer en premier ressort les peines de haute discipline et de connaître des recours en appel des décisions prises par les chambres des notaires dans le cadre de la discipline intérieure.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sort des procédures disciplinaires en cours, cette question n'ayant pas été réglée expressément par le législateur.

Or, il apparaît qu'à bien des égards, le nouveau régime disciplinaire se démarque tant du point de vue de la procédure que des peines du régime antérieur.

.../...

Il ressort des explications fournies par le fonctionnaire délégué que, renseignements pris auprès de la Chambre nationale des notaires, les procédures disciplinaires en cours devraient être achevées au 30 octobre 1999.

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer qu'effectivement la transition entre les deux régimes disciplinaires n'engendrera pas des difficultés procédurales.

2. Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment le nouveau régime disciplinaire pourra être effectivement mis en oeuvre au 1er novembre 1999.

En effet, aux termes de l'article 81, alinéa 1er, de la loi du 25 ventôse an XI, les membres des chambres des notaires doivent élire en leur sein, le syndic, le rapporteur, le secrétaire et le trésorier, et ce, dans les quinze jours de l'assemblée générale de la compagnie tenue au mois de mai.

En vertu de l'article 82 de la même loi, le syndic est la partie poursuivante dans le cadre des affaires disciplinaires et le rapporteur est chargé de recueillir les renseignements sur les faits mis à charge des membres de la compagnie et doit en faire rapport à la Chambre des notaires.

En conséquence, ces deux personnes ont des rôles essentiels dans le cadre de la procédure disciplinaire.

.../...

Que se passera-t-il, dès lors, pendant la période qui s'écoulera entre le 1er novembre 1999 et le mois de mai de l'an 2000 ? Comment sera organisée la procédure disciplinaire si, pendant cette période, les syndics et les rapporteurs des chambres des notaires ne devaient pas être mis en place ?

Ces questions font apparaître que le législateur n'a pas envisagé une mise en vigueur anticipée du régime disciplinaire.

III. L'article 2 du projet concerne l'entrée en vigueur des articles 3, 4 et 5 de la loi du 4 mai 1999 complétant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, par les articles 38, § 5, 76, 1°, 78 à 85 et 95 à 112.

Les articles 2, 6 et 7 de cette même loi ont déjà été mis en vigueur au 1er octobre 1999 par un arrêté royal du 24 septembre 1999.

Le Conseil d'Etat constate donc que seul l'article 1er de cette loi ne serait pas encore entré en vigueur et n'aperçoit pas pour quelle raison l'arrêté en projet ne le vise pas.

En conclusion, il appartient à l'auteur du projet de repenser d'une manière générale cette mise en vigueur partielle afin de respecter le prescrit des dispositions de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, telles qu'elles ont été modifiées par les lois du 4 mai 1999, précitées.

.../...

Observation finale

Le texte néerlandais du préambule doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering aldus :

"(het spoedeisende karakter is gemotiveerd) ... door de omstandigheid dat de inwerkingtreding van de bepalingen van de voormelde wetten zich onverwijld opdringt voor zover ze betrekking hebben op, ten eerste, de installatie van de nieuwe notariële organen zodat deze hun bevoegdheid ten volle zullen kunnen uitoefenen vanaf de volledige inwerkingtreding van voormelde wetten op 1 januari 2000, ten tweede, de uitoefening van de tuchtbevoegdheid door de provinciale kamers van notarissen in de plaats van de arrondissementele kamers, en ten derde, de toepassing van de regels betreffende de plaatsvervangende zodat in de vervanging kan worden voorzien van de notarissen die verhinderd zijn hun ambt uit te oefenen wegens ziekte of die overleden zijn.".

*

* *

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerkingen

I. Zoals uit het opschrift blijkt stelt het ontworpen besluit de datum van inwerkingtreding vast van een aantal bepalingen van de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt.

.../...

Artikel 58, eerste lid (1), van die wet bepaalt het volgende :

"De bepalingen van deze wet treden in werking op de datum door de Koning bepaald. Uiterlijk op 1 januari 2000 treedt deze wet volledig in werking."

Ook al kan deze bepaling zo worden uitgelegd dat ze de Koning machtigt om de wet gedeeltelijk in werking te laten treden, dan nog moet ertegen gewaakt worden dat de samenhang van de wet niet door die gedeeltelijke inwerking-treding in het gedrang wordt gebracht.

1. Artikel 1 van het ontwerp bijvoorbeeld laat artikel 37, § 2, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, zoals dat hersteld is bij de genoemde wet van 4 mei 1999, in werking treden op 1 november 1999.

Deze bepaling heeft betrekking op de oprichting van evaluatiecommissies binnen ieder genootschap van notarissen. Die commissies worden belast met de evaluatie van de stagiairs en van de houders van een stagecertificaat die als hoofdberoep een juridische functie uitoefenen op een notariskantoor of in een notariële instelling.

De Raad van State stelt echter vast dat de bepalingen betreffende de stage die aanleiding geeft tot de toekenning van een certificaat, inzonderheid artikel 36 van de genoemde wet, nog niet van kracht zijn.

(1) Wat dat betreft zij opgemerkt dat de aanhef van het voorliggende ontwerp meer specifiek naar het eerste lid van artikel 58 dient te verwijzen.

Bijgevolg worden de evaluatiecommissies opgericht zonder dat ze hun taken kunnen uitoefenen. Met het oog op samenhang is het verkieslijk ervoor te zorgen dat de bepalingen omtrent de stage ook snel in werking treden.

Bovendien bepaalt artikel 37, § 2, van de genoemde wet, dat bij artikel 1 van het ontwerp in werking wordt gesteld, dat die evaluatiecommissies uit drie leden bestaan, onder wie één notaris-titularis of één geassocieerd notaris die door het genootschap van notarissen verkozen is.

Artikel 50 van de genoemde wet, waarbij de uitoefening van het beroep van notaris binnen een samenwerkingsverband wordt geregeld, is nog niet van kracht. Er kan dus geen sprake van zijn dat de evaluatiecommissies met ingang van 1 november 1999 worden samengesteld door geassocieerde notarissen te kiezen, aangezien deze nog niet werkelijk in rechte bestaan.

Op te merken valt dat de wetgever wat dat betreft geen overgangsbepaling heeft vastgesteld, zoals hij heeft kunnen doen voor de samenstelling van de benoemingscommissies door in artikel 54 van de genoemde wet te bepalen dat de mandaten die bestemd zijn voor geassocieerde notarissen die geen titularis zijn, voor een periode van twee jaar toegewezen kunnen worden aan een notaris-titularis die niet geassocieerd is.

.../...

2. Artikel 1 van het ontwerp voorziet tevens in de inwerkingtreding van de artikelen 63 tot 67 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, vervangen bij de genoemde wet van 4 mei 1999.

Die bepalingen hebben betrekking op de vervanging van notarissen of geassocieerde notarissen wanneer deze tijdelijk verhinderd zijn om hun ambt uit te oefenen of wanneer er vacatures zijn.

Artikel 64, § 1, van de genoemde wet bepaalt dat de plaatsvervanger gekozen wordt uit de kandidaat-notarissen en de notarissen.

De bepalingen van de wet die betrekking hebben op de benoeming van kandidaat-notarissen zijn echter nog niet van kracht.

Wat de inwerkingtreding van die bepalingen betreft, bevat de genoemde wet van 4 mei 1999 een overgangsbepaling (artikel 58, derde lid), die luidt als volgt :

"Voor de periode vanaf de inwerkingtreding van deze wet tot een maand na de benoeming van de kandidaat-notarissen, laureaten van de eerste vergelijkende proef, kunnen de erenotarissen, in afwijking van artikel 64, § 1, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, als plaatsvervanger worden aangewezen.".

.../...

Rekening houdend met deze overgangsbepaling, die door het ontworpen besluit in werking wordt gesteld, zou het beter zijn de bepalingen tot regeling van de rechtspositie en van de benoeming van kandidaat-notarissen zo snel mogelijk in werking te laten treden.

3. Indien, zoals uit de aanhef blijkt, het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om de

"... nieuwe notariële organen (te installeren,) zodat deze hun bevoegdheid ten volle zullen kunnen uitoefenen vanaf de volledige inwerkingtreding van die wetten op 1 januari 2000 ...",

is het de Raad van State niet duidelijk waarom de bepalingen betreffende de Nationale Kamer van notarissen niet ook in werking worden gesteld en, meer in het bijzonder, artikel 92 van de wet van 25 ventôse jaar XI, ingevoegd bij de genoemde wet van 4 mei 1999, dat bepaalt dat de algemene vergadering van de Nationale Kamer van notarissen bestaat uit de vertegenwoordigers van de genootschappen.

4. Het is de Raad van State niet duidelijk wat het voor zin heeft artikel 55, eerste lid, van de wet van 4 mei 1999 "tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt", dat betrekking heeft op de eerste twee vernieuwingen van de leden van de Kamer van notarissen, in werking te laten treden op 1 november 1999. De eerste vernieuwing zal immers pas één jaar na de eerste verkiezing van de Kamer van notarissen plaatsvinden, dat wil zeggen op

.../...

zijn vroegst in november 2000, aangezien de eerste kamers van notarissen pas na de inwerkingtreding van de ontworpen regeling voor het eerst gekozen zullen worden.

II. 1. Het ontworpen besluit strekt er eveneens toe alle bepalingen betreffende de nieuwe tuchtregeling in werking te stellen.

Zo voorziet enerzijds artikel 1 van het ontwerp in de inwerkingstelling, op 1 november 1999, van inzonderheid artikel 571 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het vervangen is bij de voormelde wet van 4 mei 1999, en van artikel 48 van de voormelde wet van 4 mei 1999, in zoverre dat artikel de belangrijkste bepalingen omtrent de tuchtregeling voor notarissen opheft, en voorziet anderzijds artikel 2 van het ontwerp in de inwerkingstelling, op dezelfde datum, van de artikelen 76, 1°, en 95 tot 112 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, welke artikelen ingevoegd zijn bij de wet van 4 mei 1999 tot aanvulling van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, met de artikelen 38, § 5, 76, 1°, 78 tot 85 en 95 tot 112.

Volgens die laatste bepalingen zijn de kamers van notarissen bevoegd om de tucht onder de leden van het genootschap te handhaven en om de tuchtstraffen van eigen rechtsmacht uit te spreken.

.../...

De rechtbank van eerste aanleg daarentegen is bevoegd om in eerste instantie de hogere tuchtstraffen uit te spreken en om kennis te nemen van de voorzieningen in hoger beroep tegen de door de kamers van notarissen genomen tuchtrechtelijke beslissingen van eigen rechtsmacht.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat er gebeurt met de lopende tuchtprocedures, doordat de wetgever die aangelegenheid niet uitdrukkelijk geregeld heeft.

Het laat zich nochtans aanzien dat, zowel wat de procedure als wat de straffen betreft, de nieuwe tuchtregeling van de vorige regeling afwijkt.

Blijkens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg zouden de lopende tuchtprocedures tegen 30 oktober 1999 beëindigd moeten zijn, volgens inlichtingen ingewonnen bij de Nationale Kamer van de notarissen.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat de overgang van de ene tuchtregeling naar de andere heus geen procedureproblemen zal meebrengen.

2. Het is de Raad van State verder niet duidelijk hoe de nieuwe tuchtregeling op 1 november 1999 werkelijk zal kunnen worden toegepast.

Naar luid van artikel 81, eerste lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI, kiezen de leden van de kamers van notarissen immers uit hun midden de syndicus, de

.../...

verslaggever, de secretaris en de penningmeester, binnen vijftien dagen na de algemene vergadering van het genootschap, gehouden in de maand mei.

Krachtens artikel 82 van dezelfde wet treedt de syndicus op als vervolgende partij in tuchtzaken en is de verslaggever ermee belast inlichtingen in te winnen over feiten die aan leden van het genootschap ten laste worden gelegd en daarover aan de kamer van notarissen verslag uit te brengen.

Deze twee personen vervullen bijgevolg een essentiële rol in het kader van de tuchtprocedure.

De vraag rijst dan ook wat er zal gebeuren in de periode die zal verlopen tussen 1 november 1999 en de maand mei van het jaar 2000. Hoe zal de tuchtprocedure verlopen indien de syndici en de verslaggevers van de kamers van notarissen gedurende dat tijdvak niet aangesteld zouden zijn ?

Uit die vragen blijkt dat de wetgever geen vervroegde inwerkingstelling van de tuchtregeling op het oog gehad heeft.

III. Artikel 2 van het ontwerp betreft de inwerkingstelling van de artikelen 3, 4 en 5 van de wet van 4 mei 1999 tot aanvulling van de wet 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, met de artikelen 38, § 5, 76, 1°, 78 tot 85 en 95 tot 112.

.../...

De artikelen 2, 6 en 7 van diezelfde wet zijn reeds op 1 oktober 1999 in werking gesteld bij een koninklijk besluit van 24 september 1999.

De Raad van State stelt dus vast dat alleen artikel 1 van die wet nog niet in werking getreden zou zijn en begrijpt niet waarom het ontworpen besluit niet ook op dat artikel betrekking heeft.

Ten slotte dient de steller van het ontwerp die gedeeltelijke inwerkingstelling globaal te overdenken opdat de voorschriften van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, zoals ze door de voormelde wetten van 4 mei 1999 gewijzigd zijn, nageleefd worden.

Slotopmerkingen

Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt erop gewezen dat in de eerste twee leden van de Nederlandse tekst van de aanhef het woord "op" moet worden ingevoegd na het woord "inzonderheid" en dat in het derde lid de woorden "zich ... opdringt", die in casu niet correct zijn, vervangen behoren te worden door de woorden "geboden is".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT, audi-
teur. De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door de H. A. LEFEBVRE,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS